

FICHE DE PRESENTATION

1 - Entre l'Europe des nations et l'eurozone: la question des nationalismes.

2 - Chef d'Escadron (terre) KASTELLANOS Henry (France).

3 - 25 octobre- 30 décembre 1998.

4 - Division B.

5 - Mémoire de géopolitique.

6 - Résumé de synthèse:

Plus que jamais, l'époque est à l'heure de la mondialisation. La facilité des échanges, l'interdépendance croissante des marchés économiques et financiers, la diffusion d'une culture universelle semblent sonner le glas des vieux Etats-nations européens traditionnels. Pourtant, le réflexe de protection des identités nationales est toujours vif. Il s'incarne dans le nationalisme d'inspiration ethnique, religieuse ou culturelle. A l'Est, où la chute du communisme a libéré l'énergie des peuples pour s'émanciper des anciennes tutelles autoritaires. A l'Ouest, où dans un registre différent, le nationalisme couve sous l'apparence inoffensive du militantisme régional. Ce qui ne laisse pas d'inquiéter, c'est que les solutions classiques par lesquelles les Etats tentent de le juguler semblent pour l'heure afficher de sérieuses limites.

7 - Mots clefs: autonomie, Etat-nation, identité, nationalisme, régionalisme, revendications.

-
-
-

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
I. A L'EST, RETOUR OU EXACERBATION DU NATIONALISME ?	3
A. LE NATIONALISME EST UN PHENOMENE ANCIEN ET RECURRENT	3
B. DEUX CAS OPPOSES: L'IMPLOSION YUGOSLAVE ET LA PARTITION TCHECOSLOVAQUE.....	5
C. LA RUSSIE OU LE CAS DU NATIONALISME PERMANENT.....	8
D. DU " PRINTEMPS DES PEUPLES " A LA " PURIFICATION ETHNIQUE ".....	11
II. VERS LA FIN DE L'ETAT-NATION A L'OUEST ?	12
A. LA MARCHE INELUCTABLE VERS LA SUPRANATIONALITE	12
1. Etat-nation et mondialisation.....	12
2. L'Union européenne ou l'avènement de l'Europe fédérale.....	14
3. Immigration et identité nationale: le cas de la France.....	15
4. Fin de l'Etat-nation et règne de l'Etat sans nation ?.....	16
B. LE PHENOMENE DES RESISTANCES REGIONALES	18
1. La région, ennemie de l'Etat-nation ?.....	18
2. L'Europe des régions.....	20
3. Les ambiguïtés du régionalisme.....	21

III . ENJEUX OBSCURS, SOLUTIONS DIFFICILES

.....	23
A. LE NATIONALISME, OUTIL POLITIQUE SEDUISANT.....	24
1. A l'Est, le jeu des élites nationales: le cas yougoslave.....	24
2. A l'Ouest, les intérêts des élites régionales.....	26
3. La fabrication du nationalisme.....	27
4. Interactions Est-Ouest.....	28
B. L'IMPUISSANCE DES SOLUTIONS TRADITIONNELLES.....	29
CONCLUSION.....	32
-	
BIBLIOGRAPHIE.....	33

INTRODUCTION

-

On recensait cinquante nations au début du siècle, on en compte aujourd'hui presque deux cents. La nation est le produit d'une longue histoire, le fruit d'une lente maturation. Née avec la Révolution française dans sa forme moderne - c'est-à-dire comme élément constitutif de l'Etat et source de toute souveraineté - la nation fut à l'origine associée à la liberté; En 1792, à Valmy, les troupes françaises combattent les armées étrangères venues écraser la Révolution au cri de " Vive la nation ". La liberté individuelle trouve son prolongement dans le droit des peuples à disposer d'eux- mêmes, et la Révolution française est ainsi à l'origine des nationalismes européens. Le " Printemps des peuples " qui émerge en 1848 marque l'apothéose du mouvement des nationalités.

Mais la nation reste un concept d'autant plus complexe, qu'il n'existe pas au préalable de consensus universel autour de sa définition. A ce titre, l'opposition des Ecoles française et allemande est devenue symbolique. La conception allemande de la nation développée par Herder¹ et Fichte² repose sur la race, l'ethnie, la langue et la culture. On ne devient pas allemand, on le naît. A l'inverse, selon la théorie française de Renan³, la nation ne relève pas de la race, mais du vouloir-vivre ensemble et de l'adhésion à des valeurs communes.

La défense de la nation peut déboucher sur le nationalisme, perçu tantôt comme un prolongement, tantôt comme une dénaturation de la nation. En fait, le nationalisme recouvre

plusieurs acceptions qui laissent entrevoir la complexité non seulement du terme, mais aussi des phénomènes par lesquels il se concrétise: du simple réflexe patriotique au nationalisme idéologique et agressif, en passant par le nationalisme d'émancipation des peuples asservis. D'où certains amalgames et confusions renforcés par le fait que ces manifestations du nationalisme peuvent parfois s'opposer, mais également se superposer ou se recouper.

A l'aube de l'an 2000, alors que le communisme s'est effondré, et que le libéralisme fait l'objet des critiques les plus virulentes en raison des inégalités qu'il engendre, le nationalisme semble être devenu l'idéologie de référence d'une partie des peuples en Europe. Sa dualité et son ambivalence n'ont jamais été aussi évidentes. L'émancipation des pays baltes libérés du joug soviétique et la purification ethnique en Yougoslavie se sont toutes deux opérées sous la bannière du nationalisme. En vérité, le nationalisme relève d'un étrange paradoxe lorsqu'on le rapporte à notre époque. D'une part on assiste presque impuissants à un dépassement de la nation, à un effacement du sentiment national dû à la mondialisation, à l'interdépendance des économies, à la globalisation financière, à la diffusion d'une culture universelle; d'autre part, à l'opposé et de façon concomitante, le fait national a rarement été aussi prégnant sur le vieux continent.

A l'Est, la dislocation de l'URSS, l'éclatement de la Yougoslavie, la partition de la Tchécoslovaquie, les tensions en Moldavie et en Ukraine, témoignent du renouveau des nationalismes. La disparition du communisme a créé un vide idéologique propice au retour du nationalisme, retour facilité par la conversion des anciennes élites marxistes à l'idée nationale.

A l'ouest, tout laisse à penser que la nation est un concept caduque et obsolète, et que l'Europe occidentale évolue résolument vers une forme moderne et postnationale.

Cependant, derrière réalités et apparences, force est de constater que le nationalisme est loin d'être cantonné aux seuls pays de l'Est. Malgré la construction européenne - à moins que ce ne soit justement à cause d'elle - les identités nationales s'affichent, s'affirment, résistent à la mondialisation et à l'instauration d'une Europe fédérale. En effet, les Etats-nations les plus solidement institutionnalisés se voient également contestés de l'intérieur par des mouvements de revendications régionalistes dont l'aspiration plus ou moins avouée s'articule autour des notions d'autonomie et de souveraineté, comme le révèlent les exemples de l'Espagne (Catalogne, Pays basque) de l'Ecosse, de la Belgique (Flandre, Wallonie)...

Confrontés au nationalisme, les Etats ont tenté d'apaiser les revendications de leurs minorités par le recours à la décentralisation ou au fédéralisme. On peut toutefois s'interroger sur l'opportunité et sur l'efficacité de telles mesures car derrière les enjeux officiels affichés par les gouvernements, se dissimule bien souvent une panoplie de jeux et de calculs d'intérêt des élites nationales ou régionales.

I . A L'EST, RETOUR OU EXACERBATION DU NATIONALISME ?

-

On pense souvent que le nationalisme a resurgi dans les pays de l'Est au lendemain de l'effondrement de l'URSS. En vérité, les communistes, loin d'éradiquer le fait national, l'ont souvent utilisé. Pourtant, la fin de la tutelle soviétique n'a pas provoqué les conflits et les guerres inter-étatiques annoncés par les prédicateurs les plus pessimistes. La guerre civile en ex-Yougoslavie relève d'une thématique différente où les micro-nationalismes intérieurs ont engendré l'implosion, mais sans ingérence extérieure. En revanche, la Tchécoslovaquie s'est scindée en deux états de façon plutôt pacifique.

Toutefois, c'est en Russie que le nationalisme se présente sous sa forme la plus virulente. Le nationalisme russe exalté depuis longtemps par les communistes se retrouve confronté à la perte par la Russie de son empire.

Au delà des différentes situations, on retrouve partout l'opposition entre nationalisme démocratique et nationalisme agressif, entre celui du Printemps des peuples et celui de la purification ethnique. Entre les deux, c'est le lien entre nation et démocratie qui fait la différence.

A . LE NATIONALISME EST UN PHENOMENE ANCIEN ET RECURRENT :

-

Un lieu commun fort répandu voudrait que le communisme ait longtemps étouffé les identités nationales en URSS comme en Europe de l'Est, et que sa disparition ait ouvert la voie au retour du nationalisme. Cette affirmation ne résiste pas à l'analyse. A l'origine, les communistes récusaient le fait national, suivant ainsi les théories de Marx qui voit le nationalisme comme un instrument au service de la bourgeoisie pour détourner le prolétariat de la lutte des classes. Cette inspiration marxiste se retrouve dans les thèses de Lénine qui haïssait le nationalisme "tsariste" des russes blancs. Dans cette logique, il entend favoriser le nationalisme d'émancipation des petites nations opprimées, contenir le chauvinisme russe et consolider ainsi le pouvoir communiste. En 1924, Staline qui lui succède met en place un système qui durera jusqu'en 1991.

L'URSS est alors divisée en quatre catégories administratives imbriquées à l'instar des poupées russes. Il s'agit, dans un ordre décroissant, des républiques fédérales, des républiques autonomes, des régions autonomes et des territoires autonomes. Il existe une hiérarchie entre ces subdivisions, qui découle de la conception stalinienne de la nation (communauté humaine stable unie par le territoire, la langue, la vie économique et la culture). Il distingue en cela les " vraies " nations, produits de l'Histoire (France, Allemagne, Angleterre) des nations sans histoire, peuples unis par la langue et le folklore. Mais entre la nation séculaire et l'ethnie primitive, Staline invente de toutes pièces le concept de nationalité. Ainsi, aux nations correspondent les républiques fédérales; aux nationalités, les républiques autonomes; aux tribus-ethnies, les régions et les territoires autonomes. Cette classification entre les peuples repose sur des critères subjectifs et arbitraires, susceptibles de changements et d'évolutions.

En complément de cette division administrative, les habitants de l'URSS dotés d'une nationalité particulière se voient tous attribuer la citoyenneté soviétique. Par cette politique des nationalités, Staline parvient à étouffer les revendications nationales en dressant les peuples les uns contre les autres, en faisant miroiter à certains la possibilité de disposer d'une république fédérale, en créant *ex-nihilo* des nations (Carélie) afin de mieux étouffer les autres (Baltes). Dans le même temps, il fait déporter des peuples entiers (tchéchènes, tatars) vers la Sibérie et organise l'installation de " colons " russes dans les Pays baltes et les républiques musulmanes.

Contrairement à Lénine, Staline, pourtant d'origine géorgienne, promeut un nationalisme russe chauvin et méprisant envers les autres nations de l'URSS. Le nationalisme russe atteint son paroxysme lors de la Seconde Guerre mondiale. Confronté à l'attaque allemande, Staline a l'intelligence de présenter le conflit comme la " grande guerre patriotique " des russes contre les allemands.

Après la Seconde Guerre mondiale et la mort de Staline en 1953, le nationalisme russe, autoritaire, xénophobe et annexionniste produit son essor. L'URSS se confond avec la Russie impériale des tsars.

Les pays de l'Est devenus des satellites de l'URSS font l'objet d'un processus similaire. Inféodés à l'URSS, alignés sur ses intérêts stratégiques, leurs dirigeants n'en cherchent pas moins à développer un sentiment national particulier, voire à encourager le nationalisme le plus xénophobe et le plus raciste. En Bulgarie, les autorités communistes obligent les membres de la communauté turque à slaviser leurs patronymes et restreignent la liberté religieuse des musulmans. Le but avoué de ces contraintes est de forcer les minorités musulmanes de Bulgarie à émigrer en Turquie. En Tchécoslovaquie, les Tchèques affirment longtemps leur prédominance sur les Slovaques. Après l'échec du " Printemps de Prague " en 1968, les Slovaques - encouragés par Moscou- reprennent le dessus.

La Pologne ne compte pratiquement plus de minorités sur son sol après 1945 (extermination des Juifs polonais, expulsion des minorités allemandes, rattachement des russes et ukrainiens à l'URSS après l'annexion de la partie orientale du territoire). Pourtant, les autorités communistes font preuve d'un fort nationalisme qui se traduit dans les années 60 par un antisémitisme virulent qui rend les juifs - absents de la Pologne - responsables de tous ses maux.

En RDA, Honecker¹ engage une compétition avec la RFA dont l'enjeu est l'identité allemande.

De même, la Hongrie commémore avec ferveur l'empire d'Autriche-Hongrie idéalisé. Enfin, la Roumanie de Ceaucescu² constitue l'exemple le plus frappant de national-communisme. Le nationalisme roumain désigne pour ennemi aussi bien la minorité hongroise qu'elle abrite sur son sol, que l'URSS avec laquelle les relations sont très tendues.

Contrairement aux idées reçues, les régimes communistes en Europe de l'Est n'ont pas bridé le fait national. Loin de vouloir éradiquer le nationalisme, ils l'ont récupéré, entretenu, et même exalté. C'est pourquoi il est caricatural de penser que les nationalismes ont resurgi à l'Est, à l'occasion de l'effondrement de l'URSS et de la disparition de l'idéologie communiste.

B . DEUX CAS OPPOSES : L'IMPLOSION YOUGOSLAVE ET LA PARTITION TCHECOSLOVAQUE

Après 1991, l'effondrement de l'URSS pouvait laisser craindre un embrasement généralisé, mais aucun conflit majeur n'a éclaté entre pays de l'Est. L'après communisme n'a vu émerger que deux types de conflits nationalistes: les conflits entre la Russie et ses anciennes " provinces " (Ukraine, Pays baltes, Géorgie, Moldavie) et les conflits internes relevant de la guerre civile. L'exemple le plus patent est celui de la Yougoslavie. On lui opposera le cas tchécoslovaque comme contrepoint pacifique.

En vérité, la bonne volonté des dirigeants des pays de l'Est en matière de respect des frontières et des minorités s'explique par trois facteurs: le désir d'intégrer l'Union européenne et l'OTAN et, par conséquent, de ne pas déplaire aux Occidentaux, le besoin de crédits de l'Ouest, et la crainte d'un embrasement généralisé. En définitive, seule la Yougoslavie a connu une guerre liée au nationalisme.

Ceci s'explique par les conditions historiques de la création de ce pays. A l'origine, la Yougoslavie naît en novembre 1918 sous l'appellation de " royaume des Serbes, Croates et Slovènes ". Tous les pouvoirs sont aux mains des Serbes omniprésents dans l'armée, la diplomatie et l'administration. Dans ce contexte se développe un séparatisme croate, qui se transforme en nationalisme sous la férule du leader fasciste Ante Pavelic. Hitler s'allie avec Pavelic, chef des Oustachis, et l'encourage à créer une grande Croatie empiétant sur la Serbie et sur la Bosnie. Ce dernier entreprend alors une purification ethnique qui se solde par la mort de 300 000 Serbes. Les Tchetsniks serbes et leur chef monarchiste Mihailovic résistent à l'envahisseur allemand, puis se lancent à leur tour dans le massacre de civils croates et musulmans innocents afin de créer une Serbie ethniquement pure. C'est alors qu'apparaît Tito, croate communiste dont le génie est d'organiser une résistance interethnique ouverte à toutes les nationalités. Il combat non seulement les Allemands, mais aussi les Oustachis de Pavelic et les Tchetsniks de Mihailovic. Une fois la victoire acquise, Tito recrute parmi tous les peuples et fait de la Yougoslavie un Etat multinational et fédéral composé de six nations auxquelles correspondent six républiques: la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine, et la Serbie à laquelle se rattachent deux provinces autonomes: le Kosovo et la Voïvodine. Tito entend ainsi affaiblir le nationalisme serbe. Les six républiques ont chacune leur identité mais n'en sont pas moins multiethniques donc multinationales. Par exemple, seuls 60% des Serbes vivent en Serbie. L'enchevêtrement des nations et des nationalités sur tout le sol yougoslave, la dissociation entre territoire et nationalité, visent à interdire toute évolution vers le confédéralisme, vers la création d'Etats-nations souverains et indépendants.

En fait, la contradiction du système titiste réside dans sa volonté de briser l'hégémonie des Serbes en accroissant les pouvoirs de chaque république. Il a ainsi multiplié les particularismes nationaux (création des nationalités musulmane et macédonienne) et favorisé la fragmentation de la Yougoslavie en nations sinon hostiles, tout du moins étrangères les unes aux autres.

Son autorité et son charisme ont contribué à maintenir la cohésion de l'Etat yougoslave, mais dès sa mort en 1980, les Serbes, jusque là bridés, commencent à relever la tête.

En 1987, Slobodan Milosevic prend la tête du parti communiste serbe. Avec opportunisme, cet ancien marxiste reprend à son compte le nationalisme serbe auquel il s'était auparavant opposé, et ne tarde pas à rattacher à la Serbie la Voïvodine et le Kosovo, en supprimant tout simplement leur statut de républiques autonomes. Craignant la disparition du fédéralisme souple instauré par Tito, Croates et Slovènes proclament leur indépendance après référendum en 1991. C'est le début de la guerre.

L'enseignement de la tragédie telle que nous l'avons vécue, est que Tito n'est pas parvenu à créer une nation yougoslave. En multipliant les imbrications des nationalités pour mieux étouffer les Serbes, il a empêché l'émergence d'un nationalisme yougoslave transcendant les anciens clivages. Dans ce cas, on ne peut parler de " réveil " du nationalisme. Disons plutôt que Tito eut la démarche contradictoire de vouloir une Serbie faible pour avoir une Yougoslavie forte.

La partition de la Tchécoslovaquie offre un contrepoint pacifique au cas yougoslave. La Tchécoslovaquie naît en 1918 sur les décombres de l'Autriche-Hongrie. Elle rassemble les Tchèques, les Slovaques et des minorités allemandes (les Sudètes). Les Tchèques se perçoivent comme les grands frères, les tuteurs des Slovaques. Ces derniers sont agacés par tant de paternalisme et de condescendance à leur encontre. A cela s'ajoutent le clivage religieux entre Tchèques protestants et Slovaques catholiques, et le clivage économique entre une Bohême-Moravie industrialisée et urbanisée et une Slovaquie agricole et rurale. Durant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands annexent les Sudètes, transforment la Bohême-Moravie en protectorat, et encouragent la création d'un Etat Slovaque indépendant. Pourtant, ce traumatisme n'engendre aucune hostilité, aucun ressentiment entre Tchèques et Slovaques. En 1945 la Tchécoslovaquie retrouve son unité, et les Soviétiques ne s'opposent pas à la création d'une fédération. Le fédéralisme permet aux Slovaques de se sentir sur un pied d'égalité avec les Tchèques. En retour, les seconds ont l'impression de payer pour les premiers. En effet, Tchèques et Slovaques appartiennent à deux mondes distincts. Les Tchèques jouissent d'une économie florissante et d'une certaine richesse. A l'opposé, la partie slovaque est pauvre. Ses industries d'armement lourdes, polluantes, obsolètes, impossibles à reconverter entravent son développement. Le chômage y est trois fois plus élevé que chez son voisin. Dans ces conditions, on pourrait penser que les Tchèques cherchent à sortir de la fédération afin de se débarrasser du fardeau slovaque ; tandis que les Slovaques font tout leurs efforts pour y rester.

Cependant, ce sont les Slovaques qui poussent à la partition, et qui obtiennent en 1990 que la Tchécoslovaquie devienne la Tchéco-Slovaquie. Selon certains observateurs, il ne serait pas impossible que les Tchèques aient manipulé les Slovaques, en les encourageant à demander la partition afin de se débarrasser d'une Slovaquie pauvre et encombrante. Toujours est-il que la scission a lieu en 1992 sans qu'une seule goutte de sang soit versée et sans qu'une seule maison soit brûlée.

Pour les Tchèques, le gain économique est évident. Prague n'a plus à subventionner les industries obsolètes de Bratislava. Qui plus est, la République tchèque est devenue un Etat presque **ethniquement homogène**, ce qui la met à l'abri de tout contentieux avec ses voisins. Toutefois, les Tchèques débarrassés des Slovaques, semblent maintenant se retourner contre les Tsiganes, lesquels font l'objet de discriminations multiples à l'embauche. Côté Slovaque,

Bratislava dispose dorénavant d'un gouvernement, d'une armée et d'une monnaie, mais cet accès à la souveraineté et à l'indépendance ne s'est pas accompagné de progrès économiques. Bien au contraire. Ne pouvant plus faire porter le chapeau aux Tchèques, les Slovaques s'en prennent aux minorités hongroises, lesquelles font l'objet de vexations multiples.

Au delà de leurs différences, l'éclatement de la Yougoslavie et la partition de la Tchécoslovaquie relèvent d'un même processus de dissociation : absence de sentiment national commun, refus de la solidarité économique, volonté de faire coïncider Etat et nation au sein d'un Etat unique, rejet de la nation citoyenne au profit d'une nation ethnique.

C . LA RUSSIE OU LE CAS DU NATIONALISME PERMANENT

-

Lorsque l'URSS se disloque en 1991, elle cède la place à la Russie qui hérite de son siège à l'ONU. Cette dernière perd toutes ses anciennes possessions patiemment conquises par les tsars, puis par les communistes: Pays baltes, Ukraine, Biélorussie, républiques musulmanes et pays du Caucase. La Russie, puissance coloniale, se trouve alors confrontée à la perte de ses colonies, mais n'en n'est pas pour autant devenue un Etat-nation. Elle doit intégrer à sa géopolitique deux données consécutives de son identité nationale. D'une part 25 millions de Russes vivent hors de ses frontières, répartis entre les pays et régions cités plus haut. Ils ont désormais le choix entre trois options possibles: retourner en Russie, vivre en pays étranger sous le statut de minorités, ou tenter d'obtenir le rattachement de leur territoire à la Russie.

D'autre part, la Russie compte sur son sol environ 20% de non-Russes. Les uns sont originaires des Etats issus de la dislocation de l'URSS: Arméniens, Ukrainiens, Géorgiens... Les autres sont des minorités ne possédant pas d'Etat-nation: Tchétchènes, Tatars, Bouriates...

La différence doit être soulignée car, si on peut imaginer que les Arméniens ou les Kazaks de Russie émigrent respectivement vers l'Arménie et le Kazakhstan, il est impensable que les Tatars ou les Kalmouks fassent l'objet de ce genre de transfert de population, ne possédant pas d'Etat pour les accueillir.

La présence de minorités allogènes au sein de la Russie fait de ce pays un Etat pluriethnique et plurireligieux. Or, l'appartenance à l'islam d'une partie de ces minorités constitue une menace aux yeux de certains nationalistes russes, partisans d'une nation russe associée à la religion orthodoxe.

A l'heure actuelle, on distingue trois courants nationalistes russes, qui reprennent et développent des thèmes esquissés au XIX^e siècle ou dans les années 20.

En premier lieu, les ultra-libéraux descendants des Occidentalistes, qui voient dans l'Occident la seule voie possible pour le développement, tant sur le plan économique (le libre échange) que politique (la démocratie). Leur but avoué n'est pas tant d'imiter l'occident que de le concurrencer.

Aux occidentalistes s'opposent les slavophiles défenseurs d'une identité slave et orthodoxe, ennemis de l'islam et des musulmans de Russie à qui, ils ne laissent le choix qu'entre l'exil et la soumission.

Le troisième courant est le courant eurasien, partisan d'une alliance avec l'Asie¹, et qui rejette le monde occidental jugé corrompu et décadent, sans pour autant combattre l'islam auquel il tend la main.

En vérité, le débat sur l'identité nationale oppose ces trois clans. Plus avant, le nationalisme russe oscille entre l'isolement et l'impérialisme expansionniste. A leur manière, Soljénitsine² et Jirinovski³ illustrent ces deux formes de nationalisme.

Le nationalisme russe se traduit concrètement par un impérialisme dirigé contre les anciennes républiques d'URSS. Les relations avec ses anciennes possessions sont de deux sortes: une transition pacifique avec l'Ukraine, les Pays baltes et le Kazakhstan, mais un durcissement qui va parfois jusqu'au conflit avec la Géorgie, la Moldavie et la Tchétchénie. A quoi est due cette différence de traitement?

En premier lieu, l'Ukraine et le Kazakhstan étant dotées de missiles nucléaires, Moscou a jugé prudent d'éviter toute provocation risquant de déboucher sur un embrasement généralisé. En second lieu, les Pays baltes et l'Ukraine ont bénéficié du soutien moral et diplomatique de l'Occident au travers de l'Union européenne et des Etats-Unis. Enfin, la Russie a atteint son but stratégique de récupérer l'arsenal nucléaire ukrainien, en utilisant la menace à peine voilée du blocus économique.

Au Kazakhstan, Moscou n'a pas suivi les recommandations de Soljénitsine consistant à annexer le Nord du pays. Le président Nazarbaïev a non seulement encouragé les Russes à rester dans son pays où ils n'ont pas à subir d'hostilité et de mesures discriminatoires, mais il a également restitué ses missiles nucléaires à la Russie.

Toutefois, si la Russie a manifesté une certaine retenue vis-à-vis des pays évoqués ci-dessus, il n'en n'a pas été de même en Géorgie, en Moldavie et en Tchétchénie.

La Géorgie mise à genoux a été forcée de réintégrer la CEI¹, de céder des bases militaires à la Russie et d'accorder une certaine autonomie aux Abkhazes et aux Ossètes. La Moldavie a connu un sort similaire. Après avoir proclamé son indépendance en 1991, la Moldavie² adopte l'hymne national et le drapeau roumain. Moscou intervient alors par le blocus économique, puis en soutenant militairement les minorités russes et les Gagaouzes russophiles qu'elle incite à la révolte. Etranglée, ravagée par la guerre, la Moldavie doit capituler: elle intègre la CEI, cède des bases militaires à la Russie, et accorde à ses minorités russes et gagaouzes un statut d'autonomie.

Le cas de la Tchétchénie relève d'une logique particulière. **Faire un exemple** en adressant un message clair à tous les peuples allogènes de Russie tentés par le sécessionnisme **et garder la mainmise sur des régions riches en gaz ou en pétrole**, sont les raisons qui ont poussé Moscou à écraser les velléités indépendantistes du général Doudaïev.

En définitive, le nationalisme impérialiste russe a pour objectifs stratégiques de dominer ses anciennes possessions en les forçant à intégrer la CEI, de protéger par le biais de l'autonomie

ses 25 millions de ressortissants disséminés dans l'ex-empire, de contrôler ses approvisionnements en hydrocarbures, et de conserver le monopole de l'arme nucléaire.

Comme nous l'annonçons en introduction, quel que soit le foyer d'Europe de l'Est dans lequel il se développe, le nationalisme peut présenter deux visages: celui de la liberté ou celui de l'oppression. Il n'est sans doute pas superflu d'approfondir à présent cette conception qui voudrait que certains nationalismes soient légitimes et d'autres pas.

D . DU " PRINTEMPS DES PEUPLES " A LA " PURIFICATION ETHNIQUE "

-

On peut être fondé à penser qu'opposer *a priori* le " bon " nationalisme des Baltes et des Ukrainiens au " mauvais " nationalisme des Serbes et des Ossètes n'est pas entièrement pertinent. En effet, une fois parvenus à l'indépendance et dotés d'un Etat-nation souverain, les Baltes, les Ukrainiens, les Géorgiens se sont mis à opprimer à leur tour les minorités nationales sur leur territoire: Gagaouzes, Ossètes, Russes et Abkhazes. Le processus est le suivant: une fois parvenues à l'indépendance, soit les nations se vengent contre les minorités appartenant à l'ancienne puissance impérialiste (cas des ressortissants russes en Ukraine et dans les Pays baltes), soit elles se retournent contre d'autres minorités nationales désireuses, elles aussi, d'accéder à l'indépendance (cas des Gagaouzes de Moldavie ou des Ossètes et Abkhazes de Géorgie). On assiste de ce fait, à un renversement des rôles entre oppresseurs et opprimés qui conduit à observer un paradoxe du nationalisme: une nation A l'invoque pour défendre ses droits contre une nation B, mais refuse ces mêmes droits à une nation C. Comme le souligne Jacques Rupnik, *'les opprimés d'hier deviennent inévitablement les oppresseurs d'aujourd'hui, parce qu'ils craignent de redevenir les opprimés de demain'*.¹

Le principe du nationalisme peut engendrer des conflits sans fin. Mais il faut aussi se garder d'exagérer l'inversion des rôles entre oppresseurs et opprimés. En Moldavie ou en Géorgie par exemple, le KGB a poussé les minorités nationales à la révolte afin d'affaiblir puis de vassaliser ces deux nations rebelles, par le biais de l'autonomie concédée aux " opprimés ".

En fait, le principe du " bon " nationalisme légitime est d'être associé à la démocratie. Lors du Printemps des peuples de 1848, l'aspiration à l'indépendance nationale se confondait avec l'aspiration à la démocratie.

L'analyse des faits montre que les pays dotés d'un régime démocratique n'ont pas été embrasés par le nationalisme: Pays baltes, Ukraine, Hongrie, Slovaquie, République Tchèque, Pologne...

A contrario, on note que les pays qui connaissent des tensions nationalistes liées à leurs minorités sont gouvernés par des nationaux-populistes au style autoritaire, voire autocratique: Slovaquie, Serbie, Moldavie, Géorgie, Croatie, Roumanie d'Iliescu.

Il n'y a pas de " bon " ou de " mauvais " nationalisme par essence, de nationalisme artificiel et de nationalisme légitime. La plupart du temps, le nationalisme observé en Europe de l'Est relève de la liberté lorsqu'il est associé à la démocratie. Il relève de l'oppression lorsqu'il s'en dissocie.

Il serait toutefois audacieux d'opposer une Europe de l'Est " primitive ", marquée par les nationalismes récurrents ou résurgents à une Europe occidentale moderne et déjà entrée dans l'ère postnationale. L'absence de menace vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest depuis la fin de la guerre froide, l'association de ses pays membres au sein de l'OTAN, de l'UEO, ou de l'Union européenne, doivent, en toute logique, contribuer à déliter leurs nationalismes. Or, il semble que le fait national n'épargne pas totalement l'Europe de l'Ouest. Il convient à présent de s'employer à le démontrer.

II . VERS LA FIN DE L'ETAT-NATION A L'OUEST ?

L'Etat-nation est en crise, il n'est plus le seul acteur sur la scène internationale, il perd une partie de ses prérogatives du fait de la mondialisation. On lui reproche son obsolescence, soit qu'il est associé au nationalisme agressif, soit qu'il est accusé de faire obstacle au libre-échange. La construction européenne constitue un exemple de l'effacement de l'Etat-nation, de sa perte de souveraineté au profit des institutions supranationales de l'Union Européenne. Ainsi, l'Europe fédérale constitue l'aboutissement logique du traité de Maastricht. L'Etat-nation se voit enfin concurrencé par le multiculturalisme, qui entend substituer à la nation les communautés ethniques ou religieuses appelées à défendre leur identité et leur culture.

A . LA MARCHE INELUCTABLE VERS LA SUPRANATIONALITE

-

1. ETAT-NATION ET MONDIALISATION

-

L'Etat-nation se trouve menacé par ce que les médias appellent la mondialisation. Selon certains analystes, il serait arrivé au terme de son existence, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore. La mondialisation se définit par l'abolition des distances, la montée des interdépendances économiques et politiques, la multiplication des flux de capitaux, d'idées, de marchandises et de populations, par la diffusion toujours plus rapide de l'information. La mondialisation n'est pas le fait de tel ou tel Etat ou de telle ou telle organisation. Elle résulte de l'extension du marché et aboutit au décloisonnement du monde.

Face à ces nouveaux acteurs, l'Etat-nation s'avère désemparé, désarmé. Il doit affronter des problèmes qui dépassent de loin ses compétences. Comment parler de défense nationale quand les interventions militaires se font de plus en plus sous la bannière de coalitions multinationales? Comment un Etat pourrait-il lutter seul contre la pollution alors que les

radiations, les pluies acides, les nuages toxiques se jouent des frontières établies? Les catastrophes écologiques de Tchernobyl ou de l'*Amocco-Cadiz* en fournissent un bel exemple. Comment endiguer l'immigration clandestine au niveau national alors qu'aucun mur, aucune barrière, aucun contrôle, aucune loi ne peuvent contenir les flux migratoires comme l'atteste l'exemple de l'Italie débordée par les immigrants illégaux venus d'Albanie. Comment empêcher la propagation du SIDA sans passer par des actions de prévention mondiales face aux ravages d'un virus qui ignore les frontières étatiques?

Comment un Etat pourrait-il combattre seul la mafia alors que les cartels de la drogue produisent dans un pays, exportent dans un deuxième, et investissent dans un troisième? Comment envisager une relance économique isolée tant l'interdépendance des économies rendrait vaine toute initiative nationale comme l'a prouvé en France la relance avortée de 1981?

La solution ne peut passer que par une coopération accrue, voire forcée entre les Etats. En ce sens, le FMI, le G8, l'Union européenne constituent des organisations internationales susceptibles de s'attaquer efficacement à ces questions, en tous cas avec davantage de chances de succès que ne pourrait le faire un Etat isolément. L'Etat-nation ne peut surmonter ses difficultés qu'en transférant une partie de sa souveraineté à des organismes supranationaux ou en s'associant à d'autres Etats-nations. Cependant, derrière l'interdépendance, cette coopération entre les pays a parfois l'allure d'une véritable dépendance, car l'Etat-nation se voit dépouillé de ses pouvoirs, privé de ses prérogatives, et parfois même vidé de sa substance. Il perd ainsi ce qui fonde en partie sa souveraineté. Il n'est plus libre de fixer le cours de sa monnaie car les taux de change obéissent à la loi du marché, la fiscalité se voit entravée par la crainte de provoquer une fuite des capitaux vers l'étranger. Dans un autre registre, les lois et les constitutions nationales peuvent être annulées ou modifiées par les traités internationaux. L'Etat-nation peut même être assigné en justice par l'un de ses propres ressortissants devant une juridiction communautaire supranationale.

Ainsi, la coopération interétatique devient de plus en plus nécessaire, et les solutions aux grands problèmes transitent de façon inévitable par les voies de la concertation transnationale.

L'heure n'est plus, semble-t-il, au renforcement des prérogatives individuelles des Etats, comme l'illustre le cas de l'Union européenne.

2 . L'UNION EUROPEENNE OU L'AVENEMENT DE L'EUROPE FEDERALE

Le cas de la construction européenne illustre l'érosion de l'Etat-nation au profit d'une entité supranationale. L'Etat-nation n'est plus la source exclusive du droit, et la primauté du droit communautaire sur les droits internes des Etats implique l'émergence d'une Europe fédérale. A titre d'exemple, aucun Etat signataire ne pourrait rétablir la peine de mort, contraire à la convention européenne des Droits de l'homme, que ce soit par loi ou par référendum. Depuis le 20 octobre 1989, le conseil d'Etat a reconnu la primauté du droit communautaire sur le droit français, et ce, même dans le cas d'une loi française postérieure au traité communautaire.

Cette perte de souveraineté des Etats a été accentuée par la ratification du traité de Maastricht en 1992. Le traité prévoit -entre autres- la mise en place d'une monnaie unique sous l'égide d'une banque centrale européenne, l'institution d'une citoyenneté européenne permettant le vote et l'éligibilité des étrangers de l'Union aux élections municipales et européennes dans le pays où ils résident, l'instauration d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC), pouvant à terme conduire à une défense commune, et enfin, la création d'Europol, embryon d'une future police fédérale européenne.

A l'analyse, on observe que la notion de citoyenneté européenne introduit une dissociation entre nationalité et citoyenneté; ou encore, que l'Etat et la nation ne coïncident plus dès lors que des étrangers participent au fonctionnement de l'Etat et que des nationaux votent dans d'autres pays.

L'Union européenne, " objet politique non identifié ", selon l'expression de Jacques Delors, n'est à l'heure actuelle ni une fédération ni une confédération. Oscillant entre intégration et coopération, entre Europe des nations et Europe fédérale, elle affaiblit incontestablement l'Etat-nation, sans pour autant parvenir totalement - qu'on s'en réjouisse ou qu'on le regrette - à éradiquer les nationalismes. Projet à vocation économique, elle n'est pas arrivée à ce jour à créer une véritable identité européenne.

C'est la raison pour laquelle le jugement qui voudrait que l'Union européenne soit sur le point de gommer les identités nationales doit être nuancé.

En premier lieu, les Etats lui ont **volontairement** transféré certaines de leurs prérogatives. En second lieu, les chefs d'Etat et de gouvernement se retrouvent au sein du Conseil européen, tout comme les ministres se retrouvent au sein du Conseil des ministres, organes interétatiques puissants face à la Commission européenne. Qui plus est, on a conservé au sein du Conseil des ministres la procédure de l'unanimité dans les secteurs touchant le plus à la souveraineté: fiscalité, libre-circulation des personnes, cohésion économique et sociale. En outre, la PESC et Europol relèvent de procédures intergouvernementales. Enfin, les Etats ont introduit dans le traité de Maastricht le principe de subsidiarité (article 3b) qui leur laisse une marge d'autonomie assez confortable.

3. IMMIGRATION ET IDENTITE NATIONALE: LE CAS DE LA FRANCE

-

Pays d'immigration, la France a longtemps assimilé ses immigrés, autant pour des raisons philosophiques - ses valeurs sont universelles - que pour des raisons objectives - l'immigration a permis de juguler le déclin démographique qui s'amorçait au XIX^e siècle et, par la suite, le manque de main d'oeuvre. Dans cette logique, la France a toujours privilégié le droit du sol (suivant en cela les théories nationales de Renan), sur le droit du sang adopté Outre-Rhin par nos voisins allemands adeptes des principes de Herder et de Fichte. Cette attitude ouverte de la France s'apparente un peu à un nationalisme de l'inclusion, un nationalisme universaliste qui entend assimiler les étrangers vivant sur son sol.

Au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, la France a ainsi accueilli et assimilé les immigrés italiens, espagnols, portugais, belges et polonais. Mais par la suite les choses ont changé. Les

nouveaux immigrés ne viennent plus de l'Europe mais du Maghreb, de l'Afrique noire, de la Turquie. Leur assimilation est plus lente, plus difficile, plus complexe du fait des origines plus éloignées de ces populations. Les immigrés européens étaient en majorité catholiques et proches de la France d'un point de vue historique, culturel et linguistique. Leur assimilation, leur intégration à la société française furent facilitées par l'Eglise catholique et par les partis ouvriers. A l'inverse, aujourd'hui se produit un double phénomène. D'une part les immigrés ne sont plus originaires d'Europe, ils diffèrent dans leur mode de vie, leurs coutumes et leurs traditions. D'autre part, le modèle républicain d'intégration ne fonctionne plus aussi bien qu'avant. L'école semblerait marquer le pas dans son rôle d'intégration et d'ascenseur social et négligerait l'éducation civique. Le service militaire, qui a longtemps rassemblé des générations successives autour de la défense de la patrie, a été aboli. Par ailleurs, la situation de l'emploi, les associations et les syndicats souffrent du déclin des grandes idéologies et du discrédit des élites, et ne jouent plus le même rôle intégrateur vis-à-vis des immigrés.

D'ailleurs, même la tradition solidement étayée par l'histoire, qui fait de la France un pays d'assimilation efficace d'individus aux origines diverses, est entaillée par le sens du terme "assimilation" derrière lequel certains voient une connotation d'absorption, de négation de l'autre, et donc de violence qu'a consacré le discours colonial. D'où le rejet de ce mot, notamment par la gauche, et le succès au début des années 80, du terme d'insertion, pour désigner l'accueil d'immigrés sans confiscation de leur identité et de leur autonomie.

Mais d'un autre côté, ces thèmes différentialistes ont été récupérés par l'extrême droite, qui fait de l'irréductible différence des étrangers une justification de leur inassimilabilité à l'identité française et de leur exclusion. La contradiction entre exigences communautaires et lutte contre les discriminations, attisée par le discours du Front national, est progressivement apparue dans toutes ses dimensions.

Finalement, l'immigration et le multiculturalisme qui en découle dans le cas de la France, sans éradiquer entièrement la notion d'identité nationale, contribuent cependant au même titre que la construction européenne, à réduire les fondements spécifiques de l'Etat-nation. Dans ce contexte, on peut alors se demander jusqu'où l'évolution qui se dessine pourra conduire les Etats-nations traditionnels.

4. FIN DE L'ETAT-NATION ET REGNE DE L'ETAT SANS NATION ?

-

De l'autre côté de l'Atlantique, aux Etats-Unis, on ne parle plus de nation américaine, mais de communautés: communauté noire, asiatique, indienne, hispanique. Chaque minorité se voit donner le droit de défendre ses spécificités, et ses différences. L'adoption du multiculturalisme préconise le respect des différences culturelles et l'acceptation des particularismes. En théorie, le multiculturalisme devrait donner naissance à une société multiethnique et pluriculturelle, tolérante, ouverte à la différence, protégeant les cultures et les identités minoritaires. Cependant, le bilan est plus mitigé. Le multiculturalisme, en valorisant la différence et les particularismes aboutit très souvent à dresser les communautés les unes contre les autres. On ne peut se définir que par rapport à l'autre, voire contre l'autre. Replié sur sa communauté, l'individu perd de vue l'intérêt général et oublie quelque peu son appartenance à la nation. **La vigueur des communautés va de pair avec l'affaiblissement**

de l'Etat, la revendication identitaire avec la disparition du sentiment national. La cohésion nationale en sort affaiblie au point que la nation peut faire place à une cohabitation de minorités, comme l'illustre l'exemple de l'ex-URSS. Car dans ce cas, le droit à la différence ne s'apparente plus à la tolérance mais devient la matrice d'une norme et d'un code de comportement. La différence est érigée au rang de règle et s'accompagne de privilèges et de dérogations. Chaque communauté est en compétition avec les autres, rejetant la culture de l'autre sous prétexte de la respecter.

En France, quoique les notions de quotas, de discrimination positive et de communautarisme soient étrangères à la tradition républicaine, le multiculturalisme s'est néanmoins insinué dans la société française. Un exemple particulièrement révélateur concerne le cas de la Corse. En 1991 l'Assemblée nationale vote un projet de loi sur le statut de la Corse, dont un article fait appel à la notion de " peuple corse " comme composante du peuple français. Le Conseil constitutionnel a décidé d'annuler cet article jugé contraire à la Constitution dans laquelle le peuple français est toujours écrit au singulier, composé de tous les citoyens français sans distinction d'origine, de race ou de religion. En vérité, le Conseil a craint une dérive du concept de peuple corse, ce dernier risquant de susciter des émules parmi les Bretons, les Alsaciens, les Catalans, voire parmi les communautés juive, arabe, etc. Il ne lui semblait pas acceptable d'apparenter le peuple français à une juxtaposition de peuples étrangers ou régionaux.

Poussé assez loin, le multiculturalisme pourrait sans doute remettre en cause l'identité nationale. Dans le cas précis de la France, il aboutirait à séparer l'Etat de la nation, en assignant à l'Etat la tâche d'assurer une cohabitation plus ou moins harmonieuse entre les minorités. Le multiculturalisme détruirait le concept d'Etat-nation en dissociant citoyenneté et nationalité. Le risque réel de morcellement identitaire qu'implique l'affirmation des intérêts communautaires et des particularismes culturels et ethniques aboutirait au repli du citoyen sur le groupe religieux ou ethnique. La communauté se substituerait à l'Etat. La nation se retrouverait éclatée en minorités éparpillées que rien ne lierait les unes aux autres et que tout opposerait. La citoyenneté se diluerait et perdrait toute vision **partagée** de l'avenir. L'Etat n'aurait plus alors pour fonction que d'assurer la coexistence des communautés. Dans ce cas, l'Etat-nation deviendrait une coquille vide, c'est-à-dire un Etat sans nation.

En définitive, à l'Ouest, l'Etat-nation déjà menacé par la mondialisation et les constructions supranationales qui le privent de ses prérogatives par le haut, doit aussi compter avec les régionalismes qui, à l'instar d'un multiculturalisme achevé, constituent des éléments de fragmentation par le bas.

B . LE PHENOMENE DES RESISTANCES REGIONALES

La région cherche à empiéter sur les compétences de l'Etat-nation au même titre que l'Union européenne. Et ce, d'autant plus que le régionalisme se concilie parfaitement avec cette

institution au travers de l'Europe des régions, concept qui allie le dépassement de l'Etat-nation au plan supranational, à sa fragmentation régionale au niveau infra-national. L'émergence d'" eurorégions ", régions européennes formées de deux à trois régions frontalières appartenant à des Etats différents, constitue un exemple de la connivence entre l'Europe et les régions, marginalisant de fait l'Etat-nation. Cependant, le régionalisme reste un phénomène ambigu. Il peut ainsi se muer en micronationalisme et récuser à la fois l'Etat-nation dans lequel il se développe, et la construction européenne.

1. LA REGION ENNEMIE DE L'ETAT-NATION ?

-

L'écart de développement entre régions peut entraîner les plus riches à vouloir faire sécession de l'Etat central et à désirer s'ériger en Etat-nation afin de ne plus avoir à assumer le fardeau de la redistribution au bénéfice des moins favorisées. Ce type de raisonnement a joué, au moins partiellement, pour la Slovénie et pour la République tchèque. En Italie, la Ligue du Nord exprime le mécontentement des riches régions du Nord de devoir payer pour leurs homologues du Sud moins bien dotées. La rupture de solidarité nationale entre régions peut constituer les prémices de l'éclatement de l'Etat-nation. En effet, l'essor des régions se traduit par le développement du régionalisme, véritable idéologie à l'instar du nationalisme auquel il peut s'opposer. En ce sens, le régionalisme hostile à l'Etat-nation entend orienter ce dernier vers le fédéralisme. Car au sein d'un pays fédéral, les Régions jouissent de prérogatives certaines en matière de justice, de police, d'éducation, de santé, d'aménagement du territoire. Le gouvernement ne gère plus que la politique étrangère, la politique économique, la défense et la monnaie. Les régionalistes européens soulignent le fait que l'histoire va dans le sens du fédéralisme. La Belgique, l'Allemagne, la Suisse sont des pays fédéraux, l'Italie est en passe de le devenir, l'Espagne l'est déjà *de facto*.

En France, la revendication régionaliste se situe à l'origine à droite. Durant la Révolution, les Girondins prenant appui sur la province combattent le centralisme des Jacobins installés à Paris. Les régionalistes exaltent le passé de la Bretagne ou de la Provence dont ils veulent restaurer les langues. Au cours des années 60, le courant régional évolue vers la gauche. Il s'agit d'un régionalisme rénové, qui tourne en dérision le folklore et le passéisme des anciens régionalistes de droite. La revendication se fonde sur l'écart de développement entre Paris et la province. Alors que la France perd son empire colonial, le gouvernement central de Paris se voit accusé de colonialisme envers la province.¹ Les régionalistes de gauche réclament la décentralisation. Par ailleurs, à côté du régionalisme politique modéré, il faut aussi préciser que les années 60 voient la naissance de groupuscules régionalistes extrémistes qui glissent peu à peu vers la revendication nationaliste, usant du terrorisme pour se faire entendre: Front de libération de la Bretagne, Front de libération national de la Corse, Iparretarak au Pays basque.

En 1982, François Mitterrand, parvenu à la présidence de la République, décide de mettre en oeuvre la décentralisation promise dans son programme. La région se voit accorder le statut de collectivité territoriale. Mais le bilan apparaît mitigé, en ce sens que les régions n'ont aucune autorité sur les départements et les communes, auxquels il leur arrive de s'opposer. Elles ne sont donc pas devenues des " Etats " dans l'Etat. En outre, l'Etat central a conservé

ses compétences régaliennes: défense, impôts, affaires étrangères, justice. Il peut de surcroît contrôler la légalité juridique et financière des actes des collectivités territoriales.

Qu'elles soient françaises ou européennes, les régions n'ont pas toutes la même perception de la décentralisation. Comme nous l'annoncions au début de ce chapitre, les plus pauvres comptent sur le soutien de l'Etat ou de l'Europe au travers de la redistribution, alors que les plus riches souhaitent davantage d'autonomie. De toute façon, l'Etat national se trouve menacé sur deux fronts : à l'intérieur, les instances infra-étatiques que nous venons d'évoquer brièvement, et à l'extérieur, les instances supra-étatiques dont nous allons traiter à présent avec le cas des eurorégions.

2. L'EUROPE DES REGIONS

-

La simultanéité entre le dépassement de l'Etat-nation par la construction européenne et sa fragmentation sous l'influence des régionalismes n'est nullement fortuite. Il existe une réelle convergence entre l'Union européenne et les régions. Elles ont le même frein commun : l'Etat-nation. Du point de vue des régionalistes, l'Europe, en récupérant les attributs régaliens de l'Etat-nation, constitue un allié de poids. Nombre d'entre eux seraient tout disposés à s'affranchir de la tutelle de l'Etat au profit de celle plus lâche, plus lointaine de Bruxelles. En sens inverse, les partisans de l'Europe fédérale voient dans les régions un vecteur de ce fédéralisme. Ainsi, l'Europe parvient à se poser en allié des régions qui trouvent en elle une véritable manne financière¹. Leur connivence s'incarne au travers du concept des eurorégions, entités constituées par la réunion de plusieurs régions frontalières appartenant à des pays différents. Il existe une eurorégion associant le Nord-Pas-de-Calais et la Wallonie; l'euro région "Communauté de travail des Pyrénées" regroupe la Catalogne, Midi-Pyrénées et le Languedoc-Roussillon.

Les eurorégions affaiblissent les fondements mêmes de l'Etat-nation en abolissant les frontières, en créant un sentiment d'appartenance régionaliste, et en n'associant pas l'Etat central à des initiatives économiques majeures. L'Europe des régions n'est pas née en 1989 à la conférence de Munich. Marqués par la guerre, Jean Monnet et Robert Schuman cherchaient déjà à brider le nationalisme agressif, à réconcilier les peuples vainqueurs et vaincus en dépassant l'Etat-nation. De l'autre côté, à la même époque s'est développée l'idéologie régionaliste qui prône la décentralisation. En 1967, Valéry Giscard d'Estaing propose la création d'un " Sénat des régions européennes ".

On constate donc un parallèle étonnant entre les avancées de la construction européenne (Acte unique, traité de Maastricht) et l'évolution des Etats-nations vers la décentralisation (France, en 1982), ou vers le fédéralisme (RFA, Belgique, Espagne *de facto*).

L'Europe des régions remet fondamentalement en cause l'Etat, voire la nation elle-même. D'ailleurs, les régionalistes et les européens n'ont jamais fait mystère de leur hostilité à l'Etat-nation, oppresseur et fauteur de guerres pour les uns, dépassé et obsolète pour les autres. Philippe Seguin exprime en ces termes sa perception de la menace :

"On remplacera les quelques frontières nationales existantes par une multitude de frontières locales invisibles, mais bien réelles; on formera de petites provinces là où il y avait de grands Etats, avec autant de communautés crispées sur leurs égoïsmes locaux. (...) Ce sera le grand retour aux féodalités (...) L'Europe des Régions, c'est bel et bien le coup de grâce porté aux Etats-nations!"²

Derrière le rapprochement parfois douteux qu'il entretient entre l'Europe et les régions, le concept de régionalisme n'est pas totalement exempt de malentendus ou de contradictions.

3 . LES AMBIGUITES DU REGIONALISME

-

En vérité, le régionalisme peut se muer assez rapidement en nationalisme. Entre les deux, il existe davantage une différence de degré qu'une différence de nature. François Thual l'exprime en ces termes:

"... Ces régionalismes sont souvent passés du stade de la revendication culturelle, à celle de l'autonomie ou de l'indépendance politique. (...) Certains ont évolué depuis leur apparition sous des formes de nationalismes que l'on pourrait appeler le micronationalisme."³

Nous utiliserons ainsi le terme " micronationalisme " afin de désigner les régionalismes exacerbés présents au sein d'Etats-nations constitués (Pays basque, Catalogne, Irlande du Nord, Ecosse...). La contradiction est flagrante entre le discours régionaliste traditionnel qui entend brider le nationalisme en diluant l'Etat-nation dans une Europe fédérale, et l'idéologie nationale-régionaliste ou micronationaliste, dont l'objectif final - plus ou moins dissimulé - est de créer un nouvel Etat-nation, après avoir fait sécession de l'Etat-nation originel jugé oppresseur. Les Etats-nations basque, flamand, écossais, s'ils voient le jour (ou leurs succédanés sous forme de régions autonomes) voueront l'Europe fédérale aux gémonies, la suspectant de vouloir remettre en cause leur souveraineté. Encore une fois, **l'Europe des régions ne constitue pas un idéal, une fin en soi pour les micronationalistes, mais un moyen pour se doter d'un Etat-nation ou d'un ersatz camouflé en région autonome.** Fondamentalement nationalistes, les micronationalistes sont en dernier ressort hostiles à la construction européenne. Plusieurs grands Etats-nations occidentaux se trouvent actuellement confrontés à des mouvements micronationalistes qui les contestent de l'intérieur. La France doit affronter le problème corse, l'Espagne est aux prises avec les micronationalistes basques et catalans, la Grande-Bretagne voit son unité contestée par les mouvements irlandais et écossais, la Belgique est tiraillée entre micronationalismes flamands et wallons; enfin, l'Italie doit compter avec les revendications mi-régionalistes, mi-nationalistes de la ligue du Nord¹. Cette diversité des situations réfute le thème rebattu, selon lequel le nationalisme serait l'apanage des pays de l'Est, alors que l'Europe de l'Ouest aurait depuis longtemps "dépassé" le nationalisme grâce à la construction européenne. Les micronationalismes corse, basque, padanien, irlandais, écossais présentent tous des caractéristiques communes. On peut dégager une sorte de profil type du micronationalisme défini comme un nationalisme, mais ses

adversaires le qualifient de régionalisme. Il prend place dans un Etat-nation déjà constitué, le plus souvent dans une région placée à la périphérie. Situé à l'intersection entre régionalisme et nationalisme, le micronationalisme présente en général cette particularité qu'il croit la nation en danger d'extinction. Ce péril viendrait de l'Etat central, lequel chercherait à faire disparaître la nation minoritaire, soit par le génocide physique, soit par l'assimilation culturelle. Corses, Basques, Irlandais, Ecosse, sont convaincus que la France, l'Espagne et l'Angleterre cherchent à les détruire en leur faisant perdre leur conscience nationale. Selon François Thual,

*" L'occupant, quel qu'il soit (Français pour la Corse, Anglais pour l'Ecosse, Espagnol pour les Basques, etc.) a tenté de perpétrer le pire des crimes vis-à-vis des peuples concernés, le pire des crimes étant de faire oublier à ces peuples que, jadis, ils étaient des nations. "*².

Afin de faire échec à l'assimilation, le micronationalisme réagit en exprimant des revendications d'ordre linguistique et culturel. D'où l'insistance des Basques, des Corses ou des Catalans à vouloir parler leur propre langue. L'Irlande constitue la seule exception.

Fort logiquement, le micronationalisme désigne comme ennemi principal l'Etat central, colonisateur et conquérant. Diabolisé, ce dernier doit être combattu par tous les moyens, y compris par le terrorisme qualifié de guerre de libération. C'est précisément dans cette logique que s'inscrivent les attentats commis par l'IRA et l'ETA, lesquels sont persuadés de mener une lutte légitime pour l'indépendance nationale. Car leur projet est d'accéder à l'autonomie, puis à l'indépendance. Ce qui n'empêche pas ce nationalisme d'émancipation de se muer en nationalisme impérialiste lorsqu'ils entendent **aussi** annexer d'autres territoires au nom de la nation: les Basques espagnols revendiquent la Navarre et le Pays basque français, les Padaniens veulent le rattachement de l'Istrie, de Nice et du Tessin.

Aucun pays d'Europe occidentale n'est à l'abri des micronationalismes. Leur vigueur témoigne autant de l'affaiblissement de l'Etat-nation que du repli de certaines communautés sur une identité régionale. Paradoxal repli, puisque cette identité régionale de terroir se mue parfois tantôt en aspiration à créer un nouvel Etat-nation, tantôt en velléité d'annexer des provinces voisines d'autres Etats.

Confrontés aux multiples manifestations du nationalisme que nous venons d'évoquer, les Etats tentent de trouver des solutions. Mais leur tâche n'est pas simple car si le nationalisme répond sans doute à l'appel des peuples, il arrive aussi qu'il soit utilisé et manipulé par certaines élites désireuses de prendre ou de conserver le pouvoir.

III . ENJEUX OBSCURS, SOLUTIONS DIFFICILES

-

Le développement du nationalisme est bien un fait social, mais il ne va pas de soi pour autant. L'histoire nous enseigne qu'il faut souvent l'aider. Ainsi, on observe qu'à l'Est, les

communistes se reconvertissent en ultra-nationalistes à l'instar de Slobodan Milosevic. Certains ne font d'ailleurs que poursuivre leur chemin dans la voie du national-communisme, les pays de l'Est ayant toujours fait montre d'un solide nationalisme. A l'Ouest, le processus n'est pas tellement différent. Les élites régionales, incapables de s'imposer sur la scène nationale, développent un discours régionaliste afin de se constituer des fiefs locaux. Loin de s'ignorer ou de s'opposer, les différents mouvements nationalistes établissent entre eux des contacts et nouent des liens. Par un effet de vases communicants, les mouvements de l'Est influencent et encouragent ceux de l'Ouest. Les nationalistes flamands sont fascinés par la scission de la Tchécoslovaquie; les nationalistes basques et écossais éprouvent une franche admiration pour les Croates et les Slovènes, qu'ils rêvent d'imiter.

Dans tous les cas on assiste à une débauche d'efforts acharnés des élites nationales et régionales pour remodeler le passé, refaire l'histoire, et inventer des mythes fondateurs afin de légitimer l'existence de leur nation.

A . LE NATIONALISME, OUTIL POLITIQUE SEDUISANT

-

1 . A L'EST, LE JEU DES ELITES NATIONALES: LE CAS YUGOSLAVE

Le nationalisme peut se développer *ex nihilo* et combler les aspirations légitimes des peuples. Mais il lui arrive aussi d'être au service d'une minorité. Tels dirigeants, telles classes sociales, tels groupes, l'utilisent afin de préserver leurs intérêts ou de parvenir à leurs fins. Ceci est particulièrement flagrant dans le cas yougoslave. Milosevic a repris le nationalisme serbe à son compte dans le seul but de prendre puis de conserver le pouvoir, **ayant compris avant ses adversaires que l'idéologie communiste ne motivait plus les foules**. Le discrédit du communisme oblige en effet ses anciens partisans à se rallier à une idéologie de rechange. Le nationalisme, qui permet encore de mobiliser les masses et de focaliser le ressentiment et la haine sur un ennemi commun désigné comme bouc-émissaire, convient parfaitement aux anciens communistes. En démarquant les Serbes des Croates, Milosevic est parvenu à se présenter en père protecteur de tous les Serbes. Dans son sillage, écrivains, professeurs, historiens, cinéastes et journalistes ont à leur tour exalté le nationalisme, autant pour se mettre en avant et faire carrière que par conviction. Loin de défendre des valeurs humanistes universelles, les intellectuels se sont mis au service des dirigeants nationalistes. Parallèlement, le clergé a joué un rôle non négligeable dans l'affirmation du fait national. La religion permet d'affirmer ou de renforcer l'identité nationale. Certaines nations s'identifient à telle ou telle religion dont elles sont indissociables. C'est le cas de l'Irlande catholique, de la Bosnie musulmane ou encore de la Russie et de la Grèce orthodoxes¹. L'appartenance à une église particulière permet de se démarquer davantage de la nation ennemie, la haine religieuse venant s'ajouter à la haine ethnique. En Yougoslavie, les Serbes orthodoxes s'opposent aux Croates catholiques et aux Bosniaques musulmans. En fait, les Bosniaques sont des Serbes ou des Croates "islamisés". De type européen, ils parlent le serbo-croate et leur appartenance à l'islam est souple car ils ne répugnent pas à boire de l'alcool et à manger du porc. Mais en persécutant ces musulmans peu croyants et peu pratiquants, Milosevic les aura poussés vers le fondamentalisme islamique, créant ainsi une menace qu'il prétendait prévenir. Le fait de désigner les Bosniaques comme musulmans permet aux Serbes de les ériger en nation différente et hostile. Les Serbes prétendent alors s'ériger en rempart de l'Occident chrétien

face au monde musulman dont les Bosniaques constitueraient les éclaireurs. En Yougoslavie, la guerre de religion cache mal une guerre entre nations, voire entre peuples, dont elle constitue l'alibi.

A côté des dirigeants politiques, des intellectuels et du clergé, les diasporas ont également pris part à la défense de la nation. Eloignés de leur nation d'origine, les membres des diasporas font souvent de la surenchère nationaliste. Ainsi, la diaspora arménienne dispersée aux quatre coins du monde financerait les combattants arméniens du Haut-Karabakh.

A l'Est, ces élites qui ont souvent fait preuve de xénophobie ont créé de toutes pièces des haines qu'elles ont ensuite présentées comme ancestrales. François Thual parle des *"confectionneurs d'idéologie, des fabricants de pensée, qui tiennent un rôle second et ne font que mettre en forme et conceptualiser les intuitions vécues collectivement"*¹.

La guerre en ex-Yougoslavie constitue un cas d'école. **De l'extérieur, on est tenté de croire que les haines et les rancunes entre Serbes et Croates ont des causes historiques immémoriales, que l'affrontement entre les deux communautés était inévitable. Cette interprétation manichéenne ne résiste pas à l'analyse.** Serbes et Croates ne vivent ensemble que depuis 1918. Les atrocités commises durant la Seconde Guerre mondiale ont certes creusé un fossé entre Yougoslaves, cependant le clivage opposa plus communistes de Tito, royalistes de Mihailovic et fascistes de Pavelic que Serbes et Croates. Comme l'affirme Jacques Rupnik *"ce n'est pas la haine ancestrale qui est la cause de la guerre en Bosnie. C'est la guerre qui a créé la haine"*².

En Serbie, les nationalistes célèbrent chaque année la défaite du Kosovo de 1389, au cours de laquelle les Serbes furent anéantis par les Turcs. Commémorer les défaites historiques permet d'entretenir la flamme nationaliste et de conserver intactes les vieilles rancœurs. Peu importe pour eux que cette bataille ait opposé les Serbes aux Turcs, alors que leurs présents 'ennemis' sont les Albanais, eux-mêmes jadis victimes des Turcs. L'attitude croate procède d'une logique comparable, et lors de la proclamation de l'indépendance de la Croatie, le ministre de la défense s'est exclamé: *"Nous attendions ce moment depuis huit siècles."*³

En dernier ressort, la haine ancestrale, créée *ex-nihilo* à l'origine, débouche sur des massacres, des viols et des pillages. Une fois les tueries perpétrées, la haine devient palpable et bien réelle. En outre, la dérive criminelle - qu'il s'agisse du Serbe qui s'empare de la maison de son voisin croate, ou de celui-ci qui profite de la guerre pour piller un magasin serbe - entraîne les protagonistes du conflit sur une voie de non-retour. La guerre civile en ex-Yougoslavie a souvent été l'occasion d'actes relevant de la pure délinquance. Violer ou piller au nom de la défense de la nation provoque un amalgame fâcheux entre nationalistes et délinquants. Dans ce cas précis, les auteurs de tels actes justifient ces paroles acides de Samuel Johnson:

*"Le patriotisme est le dernier refuge de la canaille."*¹

Le nationalisme occidental fait-il l'objet des mêmes manipulations ?

2 . A L'OUEST, LES INTERETS DES ELITES REGIONALES

-

En Europe de l'Ouest, les élites nationales recourent rarement au nationalisme pour se maintenir au pouvoir, le nationalisme faisant au contraire office de repoussoir. Comme nous l'avons souligné, les séquelles de 1945 et la construction européenne sont à l'origine de ce constat. Cependant, au sein même des Etats-nations, certaines élites émergentes développent un discours ambigu aux confins du régionalisme et du micronationalisme, dont nous avons précédemment expliqué les fondements. L'essentiel est de comprendre qui suscite, entretient et utilise les mouvements micronationalistes. Il semblerait que les élites des régions les plus riches (politiciens, intellectuels, milieux d'affaires) aient décidé de ne plus jouer le jeu de la redistribution et de la solidarité vis-à-vis des autres régions. Alors qu'autrefois c'étaient les régions et les nations les plus pauvres qui se révoltaient, on assiste aujourd'hui à une rébellion des riches. La Ligue du Nord en Italie, le SNP (le Parti national écossais) en Ecosse, la Catalogne de Jordi Pujol en Espagne, le Vlaams Blok (régionalistes flamands) en Belgique ont tous en commun de représenter des régions riches, récusant la solidarité à l'encontre de leurs homologues nationaux moins prospères.

Jordi Pujol, Umberto Bossi, sont représentatifs de ces élites nouvelles qui savent qu'elles n'accéderont jamais au pouvoir au sein de leur Etat nation. C'est pourquoi **ces dirigeants locaux développent un discours national-régionaliste, afin de prendre le pouvoir au niveau local. A l'échelon national, ces deux acteurs ne sont que des potentats locaux n'ayant aucune chance de parvenir à la tête des Etats espagnol et italien.** En revanche, Jordi Pujol est arrivé à la présidence de la généralité de Catalogne, et Umberto Bossi sera peut-être un jour président d'une Padanie autonome.

Dans la plupart des cas, ce séparatisme plus ou moins fabriqué cache une interaction entre les facteurs économiques et ethniques.

3 . LA FABRICATION DU NATIONALISME

Nous venons de voir que le nationalisme peut faire l'objet de manipulations. A l'Est, par des élites aux ambitions nationales, à l'Ouest par des élites régionales émergentes. Dans tous les cas, les nationalistes tentent de réécrire l'histoire, de remodeler le passé dans le sens de leurs intérêts. L'ambiguïté fondamentale vient du fait que certaines nations sont jugées artificielles et illégitimes par les uns, naturelles et légitimes par les autres. A titre d'exemple, Alexandre Adler parle de *"peuples inventés de toutes pièces, comme les Moldaves qui n'ont jamais existé en tant que tels (...). Les Macédoniens chers à Tito n'ont pas davantage d'existence historique (...) ou les Azéris qui, un beau jour, ont cessé de parler... le turc "*¹.

On pourrait multiplier les cas de nations artificielles créées de toutes pièces, à l'instar des républiques musulmanes d'Asie centrale. En ex-Yougoslavie, l'émergence d'une nation bosniaque remonte à 1968, lorsque Tito institue une " nationalité " musulmane, mais on peut tout de même se demander si les musulmans de Bosnie forment réellement une nation. Selon François Thual,

" La tragédie bosniaque a certainement plus fait en trois ans pour créer un sentiment national bosniaque que cinq siècles de spécificités religieuses "² .

Pour le même auteur, *"Le cas Moldave offre l'intérêt d'un inversement des facteurs car c'est l'existence d'un Etat qui permet la solidification d'une nation et non pas l'existence d'une nation qui a donné naissance à un Etat "³ .*

Les exemples de la Bosnie, de la Macédoine et de la Moldavie, prouvent qu' intrinsèquement, il n'existe pas de nation légitime ou illégitime, naturelle ou artificielle, spontanée ou construite. Une nation s'impose avec le temps, dans la longue durée. Au fond, une nation devient légitime lorsque ceux qui la composent la croient légitime, quelle que soit la partie de l'Europe où le phénomène s'affirme.

Les mouvements nationalistes s'opposent fréquemment les uns aux autres, chacun prônant la supériorité de sa nation. Cependant, il se produit également à l'échelle du continent des processus d'interaction et d'imitation entre nationalistes.

4 . INTERACTIONS EST - OUEST

-

A l'Ouest, les micronationalistes observent avec attention et intérêt ce qui se passe à l'Est. Ils voient dans l'éclatement de la Yougoslavie, l'effondrement de l'URSS ou la partition de la Tchécoslovaquie, la preuve absolue du bien-fondé de leurs théories, à savoir que des nations différentes ne peuvent vivre ensemble. En Belgique, les extrémistes flamands voient dans la scission tchécoslovaque un exemple à suivre et un modèle à imiter. Si les Tchèques et les Slovaques ont pu se séparer à l'amiable sans qu'une seule goutte de sang soit versée, pourquoi les Wallons et les Flamands ne pourraient-ils en faire autant ? L'accès à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie fournit des arguments aux nationalistes basques, catalans, corses et écossais qui se mettent à rêver de la création d'Etats-nations indépendants et souverains.

Ainsi, la montée des nationalismes en Europe de l'Est a vivifié les micronationalismes à l'Ouest. Il serait sans doute exagéré de parler d'un phénomène de dominos, mais les répercussions à l'Ouest du réveil des nations à l'Est sont clairement perceptibles. D'ailleurs, les influences réciproques ne se cantonnent pas à la simple imitation. Par exemple, le parti Union démocratique de Catalogne envisage de créer un groupe de pression nationaliste au sein du groupe européen démocrate-chrétien, avec le soutien de partis basque, flamand, slovaque et bavarois.

En soi, l'alliance ou la connivence entre nationalistes n'ont rien de surprenant. Tous croient la nation en danger, et par un processus de " victimisation ", ils cherchent à faire disparaître leurs ennemis de crainte d'être exterminés eux-mêmes. De peur d'être submergés par les

Croates, les Bosniaques ou les Albanais, les Serbes ont massacré ces derniers, souvent en toute bonne conscience, par autodéfense préventive selon leur point de vue.

Mais comment expliquer que les nationalismes connaissent une telle vigueur aujourd'hui ? Selon Jacques Rupnik, ce retour est dû à trois raisons principales: la mondialisation, la fin de l'ordre issu de la Guerre froide, le discrédit des idéologies.

La mondialisation qui tend à homogénéiser les moeurs et les cultures prive les peuples de leur identité. En réaction, les nations s'accrochent à leurs particularismes et à leurs différences.

En second lieu, la Guerre froide maintenait un certain ordre dans les relations internationales. Par la division du monde en deux camps antagonistes, l'Est et l'Ouest, elle prévenait l'explosion de conflits locaux non contrôlés. En dernier lieu, le nationalisme constitue une idéologie de rechange idéale dans un contexte de déclin des grandes croyances: le communisme a pratiquement disparu de l'Europe, le libéralisme suscite de vives réticences parmi les laissés pour compte du libre-échange, et le tiers-mondisme accompagné de son corollaire le non-alignement sont relégués au rang des antiquités.

Confrontés au nationalisme, les Etats tentent de trouver des solutions. Mais c'est bien en termes d'efficacité que se pose aujourd'hui la question de la viabilité de ces remèdes.

B . L'IMPUISSANCE DES SOLUTIONS TRADITIONNELLES

-

Face aux vellétés d'indépendance de leurs minorités nationales, les Etats multinationaux qui ne se reconnaissent pas comme tels et préfèrent se qualifier d'Etat-nation, ont tenté de juguler les revendications micronationalistes ou nationalistes par le recours à la décentralisation, au régionalisme, ou au fédéralisme. Pourtant, ces solutions semblent marquer de sérieuses limites, dans la mesure où les faits révèlent qu'elles exacerbent les revendications nationalistes au lieu de les apaiser. Les cas de l'Espagne et de la Belgique en constituent un probant exemple.

A l'origine, l'Espagne a tenté de satisfaire les revendications de ses minorités, sans pour autant céder devant le séparatisme. En vérité, l'unité espagnole est relativement tardive. L'hétérogénéité de cette nation s'explique par l'histoire et par la géographie. Au Moyen Age la dislocation de l'Espagne en une multitude de fiefs autonomes, et le relief montagneux du pays, obstacle au pouvoir central, justifient en partie la faiblesse de l'Etat-nation espagnol.

Concrètement, l'Espagne se scinde de 1977 à 1985 en dix-neuf communautés autonomes. Ces entités possèdent leur propre parlement et leur président. Elles jouissent de prérogatives leur permettant de s'auto-administrer. Si elles ont toutes le même statut juridique, leurs compétences sont très hétérogènes. Les unes correspondent à nos régions françaises alors que d'autres sont des quasi-Etats. La décentralisation permet ainsi de satisfaire les revendications nationalistes des Basques et des Catalans tout en les diluant dans la régionalisation. Cependant, ces deux courants forts ont évolué différemment face au système.

Les Basques ne sont pas satisfaits. Ils reprochent au gouvernement espagnol de vouloir dissoudre l'identité nationale basque - ravalée au rang de régionalisme- au sein des dix-neuf communautés autonomes. Ils exigent l'autodétermination, c'est-à-dire le droit d'accéder un jour formellement à l'indépendance et de pouvoir affirmer pleinement leur souveraineté.

Loin d'avoir apaisé le nationalisme basque, le système des communautés autonomes l'a stimulé. A l'heure actuelle, les autorités basques pratiquent de façon officielle et légale la discrimination " raciale " à l'embauche, à l'encontre des Castillans¹. Mais surtout, les nationalistes basques vont jusqu'à exprimer des revendications territoriales sur la Navarre et sur le pays basque français. Au bilan, si la population basque rejette les actions terroristes de l'ETA², il n'en demeure pas moins que la notion d'autodétermination reste très populaire.

Sous la houlette de Jordi Pujol, président de la généralité de Catalogne, les nationalistes catalans font preuve de plus de subtilité. Pourtant, depuis 1993 l'enseignement doit se faire en catalan dans les écoles, les lycées et les universités de Catalogne. L'espagnol (ou castillan) y est enseigné comme langue étrangère au même titre que l'anglais ou le français. Malgré tout, ces nationalistes ne réclament pas l'indépendance. Imprégnés d'une longue tradition catalane de négociation avec l'adversaire, ils récusent toute forme de violence et de terrorisme. Avec une certaine virtuosité, Jordi Pujol ne combat pas le gouvernement central de Madrid, mais au contraire, lui prodigue son soutien moyennant des contreparties politiques. La Catalogne a ainsi obtenu par la négociation un statut d'autonomie sans égal en Europe Occidentale.

En conclusion de l'exemple espagnol, on s'aperçoit que le système des communautés autonomes constitue une perpétuelle fuite en avant. Les Catalans réclament toujours plus d'autonomie par le marchandage politique, et les Basques aspirent à l'autodétermination par la violence terroriste. En réaction, les autres communautés, aussi artificielles fussent-elles lors de leur création, leur emboîtent le pas et réclament à leur tour plus d'autonomie. Le risque est alors de voir l'Espagne éclater en une confédération de petits Etats-nations indépendants.

La Belgique constitue un cas relativement similaire. Née en 1830 avec l'assentiment des grandes puissances, la Belgique est un Etat artificiel qui doit alors créer une nation belge. Mais elle échoue à faire du français la langue nationale, et dès 1840 les néerlandophones (les Flamands) menacés, cherchent à défendre leur langue et leur spécificité culturelle à des fins d'égalité politique et sociale. De cette situation découle l'émergence d'un nationalisme flamand. Leurs revendications suscitent une contre-réaction des Wallons attachés à la défense de leurs privilèges. La Seconde Guerre mondiale accentue les antagonismes. En 1963 est tracée la frontière linguistique entre les deux peuples, et en 1970 sont créées les communautés culturelles et les régions; mais c'est seulement en 1980 que sont réellement mises en place les régions flamande et wallonne, suivies en 1988 par la région de Bruxelles. L'année 1993 marque la dernière étape- à ce jour- du processus de distanciation, puisque la Belgique devient alors une fédération à part entière. En définitive, le fédéralisme belge ne correspond pas à un idéal politique. Il s'est forgé par à-coups, au gré des circonstances, après nombre de compromis et de concessions. La transformation du pays en fédération est loin d'avoir apaisé toutes les tensions nationalistes. Les Flamands les plus extrémistes réclament la partition de la Belgique en deux Etats distincts, suivant en cela l'exemple tchèque. La Flandre possède déjà son drapeau, son hymne national et son gouvernement.

Confrontés aux sécessionnistes flamands, les Wallons hésitent quant à la stratégie à adopter. Il n'existe pas à proprement parler de nation ou d'identité wallonnes. Mais à l'instar des Slovaques, les nationalistes wallons prônent la partition de la Belgique. Il s'agit là d'un

véritable projet géopolitique. Aussi, certains Wallons vont-ils jusqu'à proposer le rattachement de la Wallonie à la France.

La Belgique est-elle en voie de dislocation ? Le fédéralisme peut-il encore sauver l'unité du pays ou constitue-t-il une étape vers le confédéralisme puis vers la partition ? Si la sécurité sociale et la dette publique sont en voie de régionalisation, la Belgique conserve quand même plusieurs éléments d'unité nationale: armée, diplomatie, justice, monnaie et monarchie. Cependant, ces facteurs d'unité sont remis en cause, non par les nationalistes, mais par la construction européenne. **S'il survit, l'Etat belge de demain pourrait bien s'apparenter à une coquille vide, dont la monarchie constituerait le dernier symbole d'unité nationale.**

CONCLUSION

-

L'histoire des nationalismes européens et l'étude de leur nature, n'incitent guère à l'euphorie. Tant à l'Ouest, en raison de la résurgence des mouvements régionaux revendicatifs, qu'à l'Est, où émerge jour après jour avec violence le nationalisme ethnique, l'histoire nous a montré le risque de cruelles dérives, comme l'atteste l'exemple brûlant de la tragédie yougoslave. Il serait sans doute catastrophique d'assister dans l'impuissance à la fin de la conception civique de la nation, à l'éclatement généralisé des Etats-nations traditionnels, en même temps qu'à des modifications de frontières par la force, dont la crise balkanique nous offre l'illustration probante.

Mais il serait aussi désinvolte de penser que le problème des nationalismes n'est qu'un sous-produit du post-communisme à l'Est. Ce serait oublier les nationalismes qui, sous l'apparence d'un militantisme régional inoffensif, se développent en Belgique, en Italie, en Espagne, et même en France, à un degré moindre il est vrai.

Dans ces conditions, le débat s'articule autour d'une réponse à la mondialisation qui éviterait le double écueil du nationalisme agressif et fauteur de guerre, et du multiculturalisme facteur de division nationale.

Pour l'heure, ce qui ne laisse pas d'inquiéter, c'est la constatation que les antidotes aux nationalismes sont tous en crise: régionalisme, multiculturalisme, fédéralisme, intégration européenne, tous construits par les démocrates d'Occident.

Après l'implosion du monde communiste et alors que le traité de Maastricht est contesté par nombre de penseurs et de politiques, l'Europe centrale et orientale appelle de ses vœux les plus chers la construction d'une Europe qui canaliserait les nationalismes menaçants.

Cet appel conduit à poser le délicat problème d'une Union européenne à 30 ou 35 partenaires. Il s'agit de prévoir un Législatif et un Exécutif qui ne soient pas bloqués par les petits Etats, de faible population, interdisant tout progrès dans les politique à mener. Il faudra bien faire reposer un jour l'Union européenne sur une double légitimité: individuelle, soit celle des Etats, et collective, c'est-à-dire celle des nations. On peut alors penser, mais sans aucune certitude, que ce n'est qu'à ce prix que sera peut-être évitée ou contenue l'exacerbation des nationalismes sur le vieux continent.

BIBLIOGRAPHIE

-

-

-

☆

☆ ☆

-

-

-

Chabot Jean-luc, *Le nationalisme*, PUF, coll. Que sais-je ?, 128 pages.

Daniel Jean, *Voyages au bout de la nation*, Arlea, 157 pages.

Feron Bernard, *Yougoslavie: histoire d'un conflit*, Le Monde Poche-Marabout, 225 pages.

Hermet Guy, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Seuil, coll. Points, 309 pages.

Huguenin J., Martinat P., *Les régions: entre l'Etat et l'Europe*, Le Monde P-Marabout, 225 p.

Mendras Henri, *L'Europe des européens*, Gallimard, 417 pages.

Michel Bernard, *Nations et nationalismes en Europe centrale XIX-XX^e siècles*, Aubier, 321 p.

Nguyen Eric, *Les nationalismes en Europe*, Le Monde Poche-Marabout, 225 pages.

Rupnik Jacques, *Le déchirement des nations*, Seuil, 326 pages.

Sabourin Paul, *Les nationalismes européens*, PUF, coll. Que sais-je ?, 128 pages.

Thual François, *Les conflits identitaires*, Ellipses, 191 pages.

Van Gennep Arnold, *Traité comparatif des nationalités*, Editions CTHS format 20, 228 pages.

☆☆ ☆